

CAPITALISME D'ÉTATS

BP-Amoco, coalition pétrolière anglo-saxonne



BP-Amoco n'est pas seulement une compagnie pétrolière, la troisième au monde, c'est aussi le fournisseur d'énergie du Royaume-Uni et des États-Unis et le pilier de leur intégration économique. Directement articulée aux intérêts de ces États, la firme s'est appuyée sur les actions secrètes du MI6 et de la CIA pour s'emparer de gisements en Asie Centrale, en Afrique et en Amérique latine. Son nom reste associé au renversement des gouvernements démocratiques de Mossadegh en Iran et d'Elchibey en Azerbaïdjan.

page 2

Crier victoire... faute de mieux

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Dans un texte relevant de la méthode Coué, Paul Wolfowitz reprend les cinq étapes définies par George W. Bush pour l'avenir de l'Irak et affirme que toutes seraient sur la bonne voie : les Irakiens seraient en train de retrouver leur souveraineté, la sécurité et la prospérité et le vote de la résolution de l'ONU marquerait l'internationalisation de la « reconstruction ». Pourtant, le Conseil s'est contenté de prendre acte d'une situation de fait sans l'approuver pour autant.

page 10

REPÈRE : 7 JUIN 1967

Quand Israël bombardait la marine des États Unis

Le 8 juin 1967, en pleine Guerre des Six Jours, le vaisseau militaire de transmissions *USS Liberty* croise en eaux internationales au large de la côte israélo-égyptienne quand il est attaqué à deux reprises par des avions bombardiers et des torpilleurs israéliens. 34 marins sont tués et 171 grièvement blessés. Israël prétendra qu'il s'agit d'une erreur. Le navire se trouvant en zone de guerre et n'arborant pas de drapeau distinctif (ce qui est faux) aurait été pris pour un bâtiment égyptien. Au fil des nombreuses enquêtes, des témoins ont prétendu que l'état-major israélien, soupçonnant le Pentagone de mener un double-jeu et de relayer des informations militaires à l'Égypte, avait décidé d'incapaciter le navire. Les marins survivants de l'*USS Liberty*, insatisfaits des résultats des commissions d'enquête, ont créé leur propre site. (<http://www.usliberty.com/>) ■



LES ÉTATS-UNIS MENACENT LA CORÉE DU NORD POUR INTIMIDER LA CORÉE DU SUD

Les États-Unis ont profité du sommet du G8 à Sea Island pour agiter une nouvelle fois l'épouvantail nucléaire. Après l'Irak, qu'ils ont envahi, puis l'Iran, dont le programme nucléaire a fait l'objet de vives discussions au sein de l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA) à l'automne 2003, c'est la Corée du Nord qui a été pointée du doigt. Malgré les propos rassurants du Premier ministre japonais, Junichiro Koizumi, de retour de Pyongyang, sur les intentions du dictateur nord-coréen Kim Jong-Il, George W. Bush exige que le pays se conforme à un désarmement « complet, vérifiable et irréversible », faute de quoi il se tournera vers le Conseil de sécurité de l'ONU, préalable à toute intervention. Simultanément, le Pentagone a annoncé le retrait de ses troupes stationnées à la ligne de démarcation entre les deux Corée et le maintien de celles qui se trouvent à l'extrême Sud de la péninsule. De la sorte, Washington fait monter la tension tout en exposant la population sud-coréenne en cas de confrontation. ■

Capitalisme d'États

BP-Amoco, coalition pétrolière anglo- saxonne

BP-Amoco n'est pas seulement une compagnie pétrolière, la troisième au monde, c'est aussi le fournisseur d'énergie du Royaume-Uni et des États-Unis et le pilier de leur intégration économique. Directement articulée aux intérêts de ces États, la firme s'est appuyée sur les actions secrètes du MI6 et de la CIA pour s'emparer de gisements en Asie Centrale, en Afrique et en Amérique latine. Son nom reste associé au renversement des gouvernements démocratiques de Mossadegh en Iran et d'Elchibey en Azerbaïdjan.



Fondée au début du 20ème siècle sur les assises de l'Empire britannique et mise au service de la Royal Navy par Winston Churchill, **BP**, la compagnie pétrolière dont le nom à lui seul résonne encore comme un credo impérialiste (British Petroleum, « pétrole britannique »), demeura étroitement liée aux intérêts de la Couronne jusqu'en 1976, date de sa privatisation. Après le rachat de plusieurs compagnies, dont l'états-unienne Amoco en 1998, elle prend la troisième place mondiale et est dorénavant présente dans plus de 70 pays. Au cœur de l'une des activités les plus sujettes à convoitises et destructrices de la planète, mais d'une importance économique et stratégique capitale, elle s'applique à lisser son image. Compte tenu de sa binationalité, le sigle BP ne veut plus rien dire aujourd'hui. Aussi la compagnie a-t-elle été rebaptisée « *au-delà du pétrole* » (*Beyond Petroleum*) par son directeur général John Browne et affublée d'un soleil vert et jaune à la place du bouclier qui lui servait de logo.

Les origines

En 1901, un certain William Knox d'Arcy, Anglais fortuné et retiré en Australie pour un temps, prend connaissance des travaux d'un géographe français qui prédisait la découverte de gisements en Perse. Il se lance dans l'aventure, fasciné par les avancées réalisées outre-Atlantique dans ce domaine. Il obtient du Grand Vizir de Téhéran une concession importante contre la somme de 20 000 livres, la cession de 20 000 actions d'une livre ainsi que 16 % du bénéfice net annuel. Après trois ans de prospections infructueuses, il obtient le soutien financier de la *Burmah Oil*, pionnière des compagnies britanniques qui travaille beaucoup pour la marine royale. Il obtient son premier succès, le 26 mai 1908, quand le pétrole jaillit à 15 mètres du sol au milieu d'une région torride de Perse. Le destin et l'ascendance économique de cette association, qui devient l'*Anglo-Persian Oil Company (APOC)* un an plus tard, seront décisifs pour l'évolution de la Perse durant les décennies suivantes.

Déjà sous la protection militaire de l'Empire britannique, l'*AIOC* développe le premier pipeline du Moyen-Orient, qui s'étend sur 200 kilomètres jusqu'à la raffinerie et au terminal d'Abadan, qui resteront pendant longtemps la plus importante installation pétrolière au monde. L'*APOC* invoque la menace du monopole de la *Shell*, compagnie « étrangère », pour obtenir les faveurs d'un gouvernement britannique au premier abord réticent à s'aventurer dans une nouvelle entreprise coloniale. Soucieux de contrôler au moins une partie des sources d'approvisionnement, Churchill, qui est pourtant un farouche opposant aux nationalisations, fait acquérir 51 % du capital de l'*APOC* par l'Amirauté en 1914, lui conférant un rôle essentiel dans la puissance maritime du Royaume. Le gouvernement impose que tous les administrateurs de la société soient britanniques et nomme à sa tête un homme de confiance, quoique relativement incompetent, Charles Greenway.

Assurant de très bons revenus à l'État et du carburant à bas prix pour la *Royal Navy*, l'*APOC* n'en devint pas moins un monstre difficile à contrôler à l'intérieur et à l'extérieur perçu par les pays d'accueil comme un outil impérialiste de Sa Majesté. Si l'exploitation du pétrole de Perse par BP constituait une source inestimable de pétrole à bas prix, l'immuable loi qui fait de la diversité la principale condition de la sécurité risquait également, un jour ou l'autre, de contraindre la Couronne à s'immiscer dans les affaires internes de l'Iran.

La Première Guerre mondiale consacra le règne du pétrole. L'industrialisation et l'avènement de l'automobile engendrèrent un nouveau mode de vie basé sur une énergie à bon marché. L'importance stratégique des réserves du Moyen-Orient prit conséquemment de l'ampleur. Le partage du gâteau à l'issue de la guerre permet à l'*APOC* d'exploiter le pétrole irakien par l'intermédiaire de la *Turkish Petroleum Company (TPC)* dont elle détient alors près de la moitié des parts. Elle en cède une partie aux États-Unis, qui réclament leur dû pour leur contribution à l'effort de guerre, avant d'obtenir un renouvellement des concessions très désavantageux pour les Irakiens : ceux-ci n'obtiennent que des modestes redevances, sans aucune participation à la *TPC* devenue entre temps l'*Iraq Petroleum Company*. Ce geste est à l'origine d'une défiance des Irakiens vis-à-vis des pétroliers occidentaux qui a perduré jusqu'à nos jours. En 1936, la Perse devient l'Iran et l'*APOC* est rebaptisée *AIOC*.

Occupée à exploiter les importantes réserves d'Iran et d'Irak, l'APOC échoue à prendre part au développement de l'industrie pétrolière d'Arabie Saoudite et du Bahreïn voisins, qui seront essentiellement le domaine des compagnies états-uniennes et françaises. La Seconde Guerre mondiale, qui voit une brève incursion des nazis en Iran, n'entame pas le monopole de BP une fois ces derniers chassés du territoire, ni son quasi-monopole en Irak. La compagnie assure toujours à ses actionnaires de gros bénéfices qui flirtent régulièrement avec les 30 %. Les Soviétiques, qui s'étaient à leur tour installés, sont repoussés. Reza Shah, qui avait pris le pouvoir en 1921, est contraint à l'exil pour son indulgence vis-à-vis des nazis. Enfin les Britanniques installent sur le trône son jeune fils qu'ils jugent plus facilement manipulable. L'AIOC contrôle la principale source de revenus nationaux et devient progressivement un « *État dans l'État iranien* », selon les propres mots du Shah [1]. Ses revenus pétroliers sont supérieurs à ceux de l'État iranien, s'élevant à 170 millions de livres pour la seule année 1950. La Couronne empoche 30 % des bénéfices nets, rien que par les taxes, quand l'Iran n'en perçoit que 10 à 12 %. De plus, l'AIOC exerce un contrôle *de facto* sur les régions où se situent les gisements. Un responsable britannique, observant les conditions de vie misérables de certains employés iraniens de l'AIOC, commente : « *Tous les Iraniens vivent ainsi.* ». L'AIOC les considère comme « *de simples métèques* » [2]. Ce monopole de la BP sur l'économie du pays favorise l'accroissement du sentiment national et l'ascension d'un homme politique hors du commun, Mohammad Mossadegh, animé par un militantisme à toute épreuve et un sens aigu de la politique.

Nationalisation et coup d'État en Iran

D'abord chargé de la question des hydrocarbures, le docteur Mossadegh s'inspire du mouvement de renégociation des contrats dans la région, notamment de l'accord de l'Arabie Saoudite avec les compagnies étrangères lui attribuant 50% des bénéfices, pour réclamer la nationalisation des intérêts de l'AIOC en février 1951. Le Premier ministre, le général Ali Razmara, s'y oppose ; il est abattu quelques jours plus tard après une grève de 6 semaines et l'instauration de la loi martiale. Mossadegh est élu Premier ministre par le Parlement. Il nationalise aussitôt les intérêts pétroliers de BP. Contrairement à ce qu'affirme à l'époque la propagande britannique, Mossadegh est résolument démocrate, populaire, nationaliste et non-communiste. Il présente une offre d'indemnisation aux Britanniques, qui exigent une compensation pour la totalité des revenus dont ils seront privés dans les 40 années suivantes, ce qui revient à annuler la nationalisation. Ils ne souhaitent pas négocier avec Mossadegh, mais estiment au contraire que « *des espoirs existent pour qu'un changement mette au pouvoir des éléments plus modérés* » [3].

La solution de l'intervention militaire directe est rapidement écartée, le Royaume ne pouvant déployer suffisamment de troupes sur place. Dès lors, c'est le plan de l'intervention indirecte qui est privilégié. Avec l'aide des États-Unis qui mettent en place un boycott du pétrole iranien, le Royaume-Uni commence par assécher l'économie du pays, dans le but de créer des conditions propices à un coup d'État. Parallèlement, il prépare des actions secrètes et dépêche son homme sur place, un universitaire d'Oxford, Sayyid Zia, dans le but de l'installer au poste de Premier ministre lors d'un coup d'État perpétré au nom du Shah. Selon l'ambassade britannique à Téhéran, « *cela signifierait un*

régime autoritaire. » [4]. Cet « *homme fort* » serait à même de « *régler le problème du pétrole en termes raisonnables* »...



Mohammad Mossadegh

Le gouvernement iranien, informé du complot britannique, ferme l'ambassade, en mars 1952. Le MI6, privé de sa base opérationnelle, demande alors l'aide de la CIA pour renverser Mossadegh. Londres convainc Washington de participer à l'opération, non pas en évoquant ses intérêts pétroliers propres, mais en agitant le spectre imaginaire d'une entrée du Parti communiste Tudeh au gouvernement. Après l'accord formel de Churchill et de Kermit Roosevelt [5], directeur régional de la CIA à l'époque, l'ordre est donné au Shah de déposer Mossadegh et d'installer à sa place le général nazi, Fazlollah Zahédi, au poste de Premier ministre [6]. C'est la BBC qui se charge de donner le signal de « *l'opération Ajax* », faisant débiter son programme quotidien en Perse, non pas par la phrase habituelle « *Il est maintenant minuit à Londres* », mais par « *Il est maintenant exactement minuit à Londres* ». À coups de très grands frais, les services occidentaux recrutent 6 000 figurants pour marcher sur le palais du gouvernement et donner une apparence populaire au coup de force [7].

Trois cent morts plus tard, le coup réussi et l'ordre rétabli, un accord est passé pour répartir la production entre le Royaume-Uni et les États-Unis à hauteur de 40 % pour chaque partie [8].

S'ensuivit une période de dictature sanglante exercée par un empereur d'opérette, le Shah, qui fit plus de 10 000 victimes. En 1975, Amnesty International notait que l'Iran avait « *le taux le plus élevé d'exécutions capitales, aucun système judiciaire civil valide et une pratique de la torture qui dépasse l'entendement. Aucun pays au monde n'a un dossier aussi épais sur les violations des droits de l'homme.* », en plus d'une terreur constante exercée sur la population. Aux États-Unis, Henry Kissinger qualifie le Shah de « *leader d'une trempe rare, un allié inconditionnel* » [9].



Porté par le MI6 et la CIA, le général nazi Zahédi (à droite) installe le régime le plus répressif de son époque tandis que Reza Shah (à gauche), empereur d'opérette, donne le change à l'opinion publique occidentale.

Sa police secrète, le SAVAK, fut créée par les États-Unis en 1957 et plus tard formée par le Mossad et la CIA aux techniques de torture notamment [10]. Le directeur du MI6, Maurice Oldfield, entretenait de très bonnes relations avec le Shah. Il lui avait promis que les services de Sa Majesté ne se livreraient à aucune activité d'espionnage en Iran tant qu'il serait au pouvoir [11].

Le train de vie fastueux du Shah et de son entourage, ainsi que le pillage des richesses du pays par le Royaume-Uni et les États-Unis accrurent dramatiquement les inégalités sociales en Iran. Ils provoquèrent la révolution Islamique de 1979 et l'éviction définitive de l'AIOC, devenue BP entre temps, hors du pays.

L'exploitation du pétrole de la Mer du Nord, qui débuta à la fin des années 70, permit à BP de tempérer la perte des marchés du Moyen-Orient et les offensives de l'OPEP. Au début des années 80, elle dépense même 20 milliards de dollars pour absorber son principal concurrent dans cette région, Britoil, ainsi que la compagnie états-unienne Sohio.

Soutien à l'Apartheid

Ses activités s'étendent jusqu'en Afrique du Sud, où elle a été sévèrement critiquée pour avoir mené ses affaires jusqu'au bout avec le régime de l'Apartheid [12], en dépit de l'embargo international pesant sur le pays. BP fournissait des produits pétroliers à l'armée sud-africaine. La compagnie exploitait en partenariat avec Shell [13] la raffinerie de Durban, tristement célèbre pour les dégâts environnementaux qu'elle a causés. Elle contournera de même l'embargo des Nations unies pesant sur la Rhodésie (aujourd'hui Zimbabwe), fournissant du pétrole acheminé secrètement par l'Afrique du Sud et le Mozambique au gouvernement raciste blanc jusqu'à l'indépendance du pays, en 1980.

En 1990, la branche états-unienne de BP interrompt son financement d'un événement annuel, le dîner du fonds de la liberté de l'association nationale de Cleveland pour la promotion des gens de couleur, lorsque ses responsables apprennent que le thème de la collecte de fonds est l'Afrique du Sud et qu'elle sera animée par un lobbyiste anti-apartheid.

Un grand pollueur qui se pare de vert

La compagnie tire une part significative de ses revenus des activités pétrochimiques et de raffinerie.

Une étude de 1991 du Citizen Action de Washington, basée sur les analyses de l'agence pour la protection environnementale, plaçait BP parmi les 10 plus grands pollueurs aux États-Unis. Les seules installations de Lima en Ohio avaient dégagé plus de 30 000 tonnes de polluants en 1987, dont environ 4 000 tonnes répandues dans l'atmosphère, 25 000 tonnes dans le sol et plus de 200 tonnes dans la rivière Ottawa. La plupart de ces matières sont considérées comme cancérigènes, comme le benzène, le chrome et l'acrylonitrile, certaines autres pouvant occasionner des mutations génétiques et des déformations de naissance, selon le département d'études sur la santé de l'Ohio.

En 1992, Greenpeace International plaçait BP en tête des pollueurs de l'Écosse. Selon l'agence, du pétrole, des organochlorines toxiques ainsi que des métaux lourds étaient déversés par une usine BP dans les estuaires et sur le littoral écossais.

Ces deux exemples ne constituent qu'une petite partie de la longue liste des dégâts environnementaux imputables à BP. Néanmoins la firme se targue depuis quelques années d'avoir adopté une stratégie respectueuse pour l'environnement, en investissant notamment dans l'énergie solaire. Mais qu'en est-il exactement ?

En 1999, BP s'engage à réduire ses propres émissions de gaz à effet de serre de 10 % à l'horizon 2010. C'est manifestement l'effet d'annonce qui est recherché : ses propres émissions sont ridiculement faibles par rapport à celles générées

par les hydrocarbures qu'elle vend ! Le 7 mars 1999, elle achète Solarex pour 45 millions de dollars, devenant ainsi la plus grande société d'énergie solaire au monde, avant d'annoncer l'installation de panneaux solaires dans 200 stations service (sic) à travers le monde, créant ainsi un marché pour ses propres produits.

Une semaine avant l'achat de Solarex, BP avait également racheté la compagnie pétrolière ARCO, cette fois pour 26,5 milliards de dollars. Corporate Watch fait remarquer que BP a dépensé 588 fois plus pour l'achat d'ARCO que pour Solarex, et que la combustion des



Station essence à énergie solaire

hydrocarbures vendus par BP Amoco et ARCO génère alors environ 2 % de la totalité des gaz à effet de serre émis sur la planète [14].

Exactions et coups d'États tous azimuts

Pour protéger ses installations pétrolières en Colombie, BP a fait appel à la société Defense Systems Limited (DSL), qui entraîne des membres de la police nationale colombienne non seulement à la protection des pipelines contre les actes de sabotage des FARC, mais aussi, de manière plus générale, aux techniques de contre-insurrection qui incluent la manipulation d'armes de précision et le combat rapproché [15]. Ces forces de police sont tombées sous le coup de nombreuses accusations de kidnapping, torture et meurtres d'opposants aux activités de BP dans la région, comme en témoignait un rapport d'Amnesty International en 1997 : « *Ces dernières années, des membres des communautés locales impliqués dans des protestations légitimes contre les activités des compagnies pétrolières, dont BP, ont fréquemment été qualifiés de subversifs et ont été conséquemment victimes de violations des Droits de l'homme par les forces de sécurité et leurs alliés paramilitaires.* » [16].

À ce jour, ces mesures de protection n'ont guère apporté de solution à la guerre civile faisant rage en Colombie ; elles ont au contraire attisé les haines internes dans le pays, mais les exportations de brut, qui financent les opérations de contre-insurrection, vont bon train.



Tony Blair, contrat en main, reçoit le président Aliyev.

Après l'effondrement de l'URSS, BP tente de récupérer l'exploitation des gisements de Bakou, mais la compagnie se heurte rapidement au très populaire président azéri, Aboufzaz Elchibey. Celui-ci s'efforce de dégager son pays à la fois de l'étreinte russe et des appétits occidentaux. En collaboration avec la firme états-unienne Amoco, avec laquelle elle a formé un consortium, BP, alors dirigé par le

travailleuse Lord Simon of Highbury, finance un coup d'État qui porte au pouvoir Heydar Aliyev, un ancien responsable du KGB qui a conservé la brutalité de la police secrète bien qu'il soit passé au capitalisme le plus débridé [17]. BP a

reconnu avoir versé 360 millions de dollars aux golpistes, mais nie leur avoir directement fourni des armes. L'opération a fait 40 morts, mais a assuré au consortium un contrat mirifique de 8 milliards de dollars.

BP Amoco est aujourd'hui le pilier de l'intégration économique entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis. La firme peut compter, comme à l'époque du Shah, sur l'action conjointe du MI6 et de la CIA pour promouvoir ses intérêts. Elle apporte de son côté une part considérable de l'énergie nécessaire aux économies des deux pays. La multinationale est représentée au sein du cabinet Bush



Gale Norton, secrétaire à l'intérieur (environnement), représente les intérêts de BP Amoco dans le gouvernement Bush.

par Gale Norton, secrétaire à l'Intérieur, c'est-à-dire à l'environnement. Madame Norton, qui joua un rôle crucial dans les négociations pétrolières avec les Talibans, a fait carrière comme lobbyiste anti-environmentaliste pour le compte de l'industrie pétrolière et automobile. Le recours de BP Amoco à des actions militaires a été récemment évoqué en Tchétchénie et en Bolivie.

Arthur Lopic

[1] *Les sept sœurs*, Anthony Sampson, éditions Alain Moreau, 1976, p.187.

[2] *Musaddiq and the struggle for power in Iran*, par Homa Katouzian, Tauris and Co, 1990, p.139.

[3] Document déclassifié : *Persia : The State Department's views*, Foreign Office Memorandum, 16 avril 1952, PRO, FO 371/98688.

[4] Document déclassifié : *Tehran to Foreign Office*, 26 janvier 1952, PRO, FO 371/98684.

[5] L'historien Kermit Roosevelt est le petit-fils du président Theodore Roosevelt et un cousin éloigné du président Franklin D. Roosevelt. Responsable régional des opérations secrètes de la CIA, il était alors basé à Beyrouth et avait déjà organisé le renversement du roi Farouk, en Égypte, en 1950. À l'issue du renversement de Mossadegh, il quitta la CIA pour être nommé vice-président de la Gulf Oil, chargé des relations avec le gouvernement des États-Unis.

[6] Le général Zahédi avait été arrêté par les Britanniques, en 1941, en raison de son engagement nazi et interné durant toute la Seconde Guerre mondiale en Palestine. Il était soudain devenu l'homme de la situation.

[7] Moins d'une vingtaine d'agents états-uniens encadrèrent l'opération. parmi eux le général H. Norman Schwartzkopf, père du vainqueur de la Guerre du golfe, en 1991.

[8] *MI6*, par Dorril, p.583.

[9] *The CIA*, par Blum, p.70, et *Confronting the Third World : United States Foreign Policy, 1945-1980*, Pantheon, 1988, p.265.

[10] Voir notre enquête « [Les manuels de torture de l'armée des États-Unis](#) », par Arthur Lopic, *Voltaire* du 26 mai 2004.

[11] *Web of Deceit : Britain's Real Role in the World*, par Mark Curtis, Vintage Original,

p.314.

[12] « *BP : A Legacy of Apartheid, Pollution and Exploitation* », *Multinational Monitor*, novembre 1992.

[13] Voir l'article « *Shell, un pétrolier apatride* », par Arthur Lepic, *Voltaire* du 18 mars 2004.

[14] « *BP Amoco's Plug in the Sun Program* », par Kenny Bruno, *Corpwatch*, 1er juillet 1999.

[15] Originellement britannique, DSL emploie d'anciens SAS, mais a été racheté en 1996 par Armor Holdings. Le contrat pour BP en Colombie a été signé en 1997, alors que DSL encadrait déjà la tristement célèbre 14e Brigade de l'armée colombienne.

[16] « *Colombia : British Petroleum risks fuelling human rights crisis through military training* », Amnesty International, 30 juin 1997.

[17] La responsabilité de BP fut révélée par le *Sunday Times* (« BP accused of backing arms for oil coup » par David Leppard, Paul Nuki et Gareth Walsh, 26 mars 2000) alors que Lord Simon venait juste de quitter le gouvernement Blair dont il était ministre du Commerce et de la Compétitivité. En 1998, Tony Blair et Lord Simon avaient reçu en grande pompe le président Aliiev. Si cette affaire a nuit à sa carrière politique, Lord Simon n'en a pas été affecté sur le plan professionnel. Il est aujourd'hui administrateur de nombreuses sociétés et membre de la Table ronde des industriels européens.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Crier victoire... faute de mieux

Analyse

Paul Wolfowitz crie victoire dans le *Wall Street Journal*. La résolution 1546 que vient d'adopter le Conseil de sécurité des Nations unies marque la quatrième étape du processus en cinq points de normalisation de l'Irak. La communauté internationale soutient la démocratisation. Cette tribune du secrétaire adjoint à la Défense relève de la langue de bois ou de la méthode Coué. Il n'échappe à personne que le transfert de souveraineté prévu pour le 30 juin n'est qu'une mascarade ; que loin de vivre en sécurité la population subit les manœuvres contre-insurrectionnelles ; et que les reconstructions annoncées d'écoles et d'hôpitaux n'existent que sur le papier. Loin d'apporter son soutien au processus actuel, le Conseil s'est contenté de prendre acte d'une situation de fait à laquelle il ne pouvait s'opposer. Preuve en est que les mêmes partenaires ont rejeté le plan du Grand Moyen-Orient présenté par George W. Bush au G8. Toutefois, il n'est pas indifférent d'observer que cette tribune est publiée dans un grand quotidien économique.

Daniel Serwer, expert de l'Institut des États-Unis pour la paix, admet dans le *Washington Post* que le bilan en Irak n'est pas aussi glorieux que cela. Mais précisément, c'est parce que l'action du Pentagone en Irak est un échec qu'il faut la poursuivre, car cet échec serait dû à une présence insuffisante. Le problème de ce raisonnement, dont on a déjà vu les conséquences dans de nombreuses guerres coloniales, c'est qu'il part d'un postulat implicite : les États-Unis veulent le Bien des Irakiens malgré eux.

Le président sénégalais Abdoulaye Wade présente dans *Le Monde* cinq idées pour le G8 : identifier les gaspillages en matière d'aide au développement ; envoyer des experts occidentaux dans le tiers-monde pour compenser la fuite des cerveaux ; faciliter la libre-circulation des hommes d'affaires ; initier un

dialogue entre chefs d'État sur les questions religieuses ; et soumettre les contrats d'aide au développement aux normes d'appel d'offres des pays donateurs. Des proposition d'une valeur bien inégale et qui pourraient être déformées au cours de leur éventuelle application.

Les huit leaders centristes des listes régionales aux élections européennes françaises appellent les lecteurs du *Figaro* à voter pour eux dimanche prochain. Ils prennent position pour une Europe partenaire, et non adversaire, des États-Unis et disposant de moyens de défense. Dans cette vision idéaliste, on ne précise pas si l'armée européenne doit être indépendante de l'OTAN ou non, puisque Bruxelles et Washington doivent agir en harmonie. Surtout, cet amour à sens unique ne se pose pas la question de savoir ce que veut l'Empire états-unien.

De son côté, le leader de l'opposition conservatrice britannique, Michael Howard appelle les lecteurs du *Daily Telegraph* à ne pas voter pour les candidats travaillistes. Selon lui, le modèle social de l'Union est un échec, alors que celui des États-Unis est une réussite. Il en veut pour preuve toutes sortes de chiffres surprenants. Il affirme par exemple que la productivité en Europe est inférieure à celle des États-Unis. Il avance également un autre argument : l'Union supranationale marque la fin des États-nations, donc de l'identité et de l'histoire britanniques.

Revenant sur l'affaire des otages de Khobar, Daniel Pipes note dans le *Jerusalem Post* que tous les survivants sont musulmans ou ont fait croire aux terroristes qu'ils l'étaient. Il suggère donc à chacun d'apprendre des versets du Coran pour se sortir d'affaire, s'il se trouvait impliqué dans de tels événements. Poursuivant sa campagne islamophobe, M. Pipes tente de démontrer que, d'une certaine manière, l'islam serait « déjà » une religion obligatoire.

Réseau Voltaire

Paul Wolfowitz



Paul Wolfowitz (Le roi de pique du régime Bush) est vice secrétaire à la Défense états-unien et auteur de la doctrine des frappes préventives. Il a été membre du Project for the New American Century et ancien administrateur du Washington Institute for Near East Policy.

« La feuille de route vers un Irak souverain »

Source : Wall Street Journal

Référence : « The Road Map for A Sovereign Iraq », par Paul Wolfowitz, *Wall Street Journal*, 9 juin 2004.

En dépit des attentats commis par des terroristes, saddamistes ou étrangers, l'espoir d'un nouvel Irak protégeant la liberté par la démocratie et le respect de la loi, reste en marche. Cette vision est ce que les ennemis du nouvel Irak craignent le plus. C'est ce que démontre un courrier signé Zarkaoui que nous avons intercepté et qui décrivait la situation en Irak pour ses amis en Afghanistan. On pouvait y lire qu'une démocratisation qui s'accompagnerait de la constitution d'une force de sécurité irakienne provoquerait l'étouffement des terroristes.

La démocratisation de l'Irak passe par un **plan en cinq étapes qui a été défini par George W. Bush**. La première phase sera effective le 30 juin quand l'**Autorité provisoire de la Coalition** transmettra le pouvoir à un nouveau gouvernement. Ce nouveau gouvernement ne sera pas une réplique de l'ancien Conseil de gouvernement irakien puisque sur les 26 membres de ce dernier, seuls quatre seront conservés dans le nouveau. Après sa prise de fonction, les États-Unis seront représentés en Irak par **John Negroponte**.

La sécurité est la fondation de la victoire en Irak et la seconde phase du plan prévoit que les Irakiens deviennent la clé de la sécurité dans leur pays. Ils doivent prendre les commandes de la sécurité de leur pays car ils le connaissent bien et ils seront donc plus efficaces. Les forces irakiennes regroupent 200 000 hommes qui ont déjà enregistré des succès notables, mais leur formation n'est pas terminée et il faut encore continuer à les équiper. Notre objectif est que ces troupes acquièrent vite de nouvelles responsabilités. L'une des premières tâches du nouveau ministère de la Défense irakien sera de constituer une nouvelle chaîne de commandement pour encadrer des troupes irakiennes de plus en plus nombreuses. De plus en plus d'Irakiens sentent qu'ils peuvent faire confiance à leurs forces de sécurité et de plus en plus d'Irakiens s'engagent pour défendre leur pays malgré les risques.

La troisième étape est la reconstruction des infrastructures civiles. Déjà, la majorité des ministères irakiens attachés à cette reconstruction sont sous contrôle irakien et les infrastructures sont développées grâce à une combinaison des ressources existantes et des ressources pétrolières. Aujourd'hui, l'économie irakienne est sur la voie de la reconstruction. Cet été nous dépasserons la production d'électricité qui existait avant la guerre. Toutefois, avec la croissance économique, la demande électrique augmente et les installations sont parmi les cibles prioritaires de nos ennemis, avec les installations pétrolières.

Aujourd'hui, cette dernière production augmente également. Les revenus dégagés permettent des campagnes de vaccinations et des constructions d'école

au lieu d'acheter des armes comme sous Saddam Hussein.

La quatrième étape consiste à internationaliser le soutien à la démocratisation de l'Irak et c'est dans ce sens que va la **résolution adoptée hier à l'ONU**. En outre, 31 nations, en plus des États-Unis et de l'Irak, ont des troupes qui combattent bravement pour un Irak libre.

La cinquième étape est la constitution d'un gouvernement irakien représentatif. À la fin de l'année 2005, les Irakiens voteront une nouvelle constitution. C'est ce que nos ennemis veulent empêcher à tout prix, mais nous y parviendrons car rien n'est plus important pour la sécurité mondiale que de vaincre les forces du Mal en renforçant la liberté.

Daniel Serwer



Ancien envoyé spécial des États-Unis auprès de la fédération de Bosnie (1994-1996), Daniel Serwer est directeur des opérations de paix et de stabilité à l'US Institute of Peace.

« Pourquoi nous ne pouvons pas partir »

Source : Washington Post

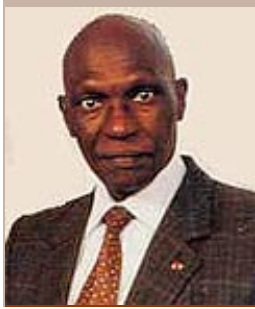
Référence : « Why We Can't Leave », par Daniel Serwer, *Washington Post*, 9 juin 2004.

Avec l'insurrection violente continue en Irak, les approximations autour du transfert de souveraineté du 30 juin et la dynamique de la campagne électorale américaine, la pression s'intensifie pour que les États-Unis quittent le pays le plus tôt possible. Mais quelles sont les options si l'Irak ne peut être stabilisé avant ?

Il est possible que nous nous orientions vers la partition, mais que deviendrait alors les 800 000 Kurdes et les deux millions de chiites vivant à Bagdad ? Comment réagiraient les pays voisins, en commençant par notre allié turc ? Une autre possibilité est l'émergence d'un homme fort de bonne volonté et modernisateur, c'est ce que réclame Abdallah de Jordanie. Mais que se passera-t-il s'il n'est pas de bonne volonté ou qu'il s'agit de Moqtada Sadr ? Une autre option est l'internationalisation, mais quel pays pourrait envoyer des troupes au moment où tous ceux qui sont engagés veulent partir ? Enfin, on peut décider que nous partons quoi qu'il en soit en abandonnant le pays, après tout, les Irakiens s'opposent à notre présence.

J'ai mené un groupe de travail avec des Irakiens venant de tous les groupes ethniques, religieux et politiques. J'ai pu voir que les sondages démontrant l'opposition des Irakiens à notre présence ne montrent pas la complexité de leurs sentiments. Parmi ceux avec lesquels j'ai travaillé, tous ne sont pas enthousiastes de la présence de nos troupes et certains pensent que les violences quotidiennes sont un complot des Américains pour renforcer leur emprise sur le pays, mais ils veulent tous un meilleur avenir dans un pays sûr, démocratique et prospère et en cela ils veulent que l'intervention soit un succès. Si nous partons, le pays sombrera dans le chaos. Les erreurs des États-Unis ne doivent pas nous conduire à en commettre d'autres.

Abdoulaye Wade



Abdoulaye Wade est président de la République du Sénégal.

« Cinq idées pour le G8 »

Source : Le Monde

Référence : « 5 idées pour le G8 », par Abdoulaye Wade, *Le Monde*, 9 juin 2004.

J'ai l'intention de soutenir cinq propositions pour le G8 de Sea Island, auquel je suis invité.

- ▶ **Financement du développement : les niches de gaspillage.** La corruption pose un grand obstacle à la bonne distribution de l'aide bilatérale ou multilatérale, mais il n'en existe pas moins des gaspillages involontaires, liés aux procédures, aux gestions ou aux mauvais choix. C'est ce que nous proposons d'appeler les « niches de gaspillage ». Il faut que nous apprenions à les identifier et à les réduire. Nous avons demandé à **Kofi Annan** de créer une Commission de l'ONU sur ce point et nous demandons l'aide du G8 pour cette initiative
- ▶ **Contre-transfert des cerveaux.** De nombreuses déclarations ont été faites sur le "transfert des cerveaux" des pays en voie de développement vers les pays développés, mais rien n'a été fait. Les pays en voie de développement forment des cadres qui sont absorbés par les pays riches. Il faut donc organiser des compensations en envoyant des experts des pays développés dans les pays en voie de développement.
- ▶ **Passeports d'affaires.** Notre époque voit un recul de l'État sur le secteur privé, mais la personne humaine a été oubliée dans ce processus et notamment sa liberté de déplacement. Il faut créer un « passeport d'affaires » destiné à mettre fin aux obstacles dressés devant la liberté de circulation des personnes qui sont des agents économiques. Le passeport d'affaires permettrait aux opérateurs économiques de se déplacer librement et plus facilement pendant une durée limitée, par exemple six mois. Il pourrait permettre de procéder à des opérations financières de paiement ou d'achat sans difficultés.
- ▶ **Dialogue islamo-chrétien.** L'idée d'une conférence mondiale sur le dialogue islamo-chrétien, proposée par le Sénégal, est très bien accueillie par l'opinion mondiale, les dirigeants religieux et les chefs d'État. Il ne s'agira pas cette fois de rencontres entre religieux, mais d'une rencontre mondiale entre dirigeants de hauts niveaux afin d'instaurer une nouvelle ère de compréhension. La présence des chefs d'État du G8 et des chefs d'États musulmans est indispensable.
- ▶ **Degré zéro de la corruption, avec l'efficacité en plus.** Il est souvent allégué, avec juste raison d'ailleurs, que les ressources octroyées par les bailleurs de fonds aux pays en voie de développement, singulièrement l'Afrique, sont très souvent affectées par la corruption. Je souhaite la suppression totale des pots-de-vin dans les financements extérieurs de nos projets de développement. Il faut donc travailler davantage avec les pays donateurs sur les dossiers pour gagner du temps sur leur constitution. Cela pourrait passer par une expérience franco-sénégalaise que je propose ici aux autorités françaises : La France, offrant au Sénégal la construction par exemple de 200 km de route, accompagne son don de la désignation d'une entreprise française, sélectionnée en France selon les normes françaises. Cette entreprise doit sous-traiter l'activité à une entreprise sénégalaise. Le Sénégal sera ainsi débarrassé de toute la paperasserie. De plus, ne recevant pas d'argent, aucun de ses citoyens ne pourra être soupçonné de corruption. Il conservera tous les avantages de

l'investissement, notamment la main-d'œuvre et la distribution des revenus, sans les inconvénients et, surtout, les pertes de temps.

Les têtes de listes de l'UDF à l'élection européenne

Jean-Louis Bourlanges, député européen, candidat UDF (Nord-Ouest) ; le général Philippe Morillon, député européen, (Ouest) ; Jean-Marie Cavada (Sud-Ouest), Jean-Marcel Maran, (Outre-Mer) ; Janelly Fourtou (Centre-Massif Central) ; Marielle de Sarnez (Ile-de-France) ; Thierry Cornillet (Sud-Est) ; Nathalie Griesbeck (Est).

« Une Europe partenaire des États-Unis »

Source : Le Figaro

Référence : « Une Europe partenaire des États-Unis », par les huit têtes de listes de l'UDF aux élections européennes, *Le Figaro*, 9 juin 2004.

Il y a 60 ans, des milliers de jeunes Américains faisaient le sacrifice de leur vie pour nous rendre la liberté et la démocratie. Par la suite, et jusqu'à la chute de l'empire soviétique, c'est la solidarité sans faille des Américains qui a permis aux peuples d'Europe de vivre en paix et en sécurité, mais aujourd'hui le lien atlantique se distend dangereusement. Tout se passe comme si les États-Unis répugnaient au partage des responsabilités dans les affaires du monde et les Européens à celui du fardeau. Or, le malentendu transatlantique hypothèque gravement les chances de la paix et de la solidarité mondiale.

La fin de la Guerre froide a libéré l'Europe d'une menace d'agression directe, mais elle n'a pas rendu le monde plus stable ni moins dangereux. Les crises politiques et les affrontements militaires se multiplient de façon préoccupante. Face à ces nouvelles menaces, l'Europe est tragiquement absente. Cela doit changer car il est dangereux que le poids des affaires du monde repose sur les seuls épaules du président des États-Unis. Il n'est pas digne que les Européens délèguent à d'autres le soin de les défendre, fussent-ils des alliés historiques. Il n'est pas non plus raisonnable que les efforts considérables consentis par les contribuables européens pour leur défense ne débouchent que sur des capacités opérationnelles dérisoires.

L'UDF souhaite que l'Europe soit un partenaire des États-Unis, mais pas son vassal et les Européens doivent donc être prêts à payer le prix de l'indépendance et de l'influence retrouvée. Pour cela, il faut une véritable armée européenne, une armée puissante, bien équipée et bien gérée, qui permette à l'Europe de se faire entendre et respecter partout dans le monde. Pour parvenir à ce résultat, il faut :

- ▶ De la volonté : il faut qu'un groupe pionnier de pays se lance dans sa construction et en premier lieu, la France et l'Allemagne.
- ▶ De la méthode : il faut mettre en place un plan décennal de convergence et d'intégration par étape des forces armées nationales au sein de l'armée européenne.
- ▶ Des institutions : il faut que les décisions diplomatiques et militaires soient prises à la majorité qualifiée même si l'engagement des troupes nationales reste du ressort des États. Il faut créer un poste de ministre de la Défense de l'Union européenne.
- ▶ De l'argent : Il faut que chaque pays s'engage sur dix ans à une contribution en argent ou en nature égale à 1 % de son PIB pour constituer cette armée européenne.

Michael Howard



Ancien ministre de l'intérieur britannique conservateur (1993-1997), Michael Howard est le dirigeant de l'opposition conservatrice à la Chambre des Communes.

« Si les travaillistes appliquent leur politique, la Grande-Bretagne pourrait cesser d'être un État-nation »

Source : Daily Telegraph

Référence : « If Labour had its way, Britain would cease to be a nation state », par Michael Howard, *Daily Telegraph*, 9 juin 2004.

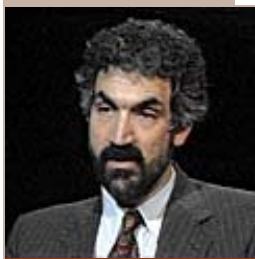
L'Europe ne fonctionne pas convenablement. Elle produit trop de règles et de réglementations et elle est trop centralisée et inflexible. Elle a par ailleurs un triste bilan de fraude et de gaspillage. Ce système étrangle l'économie européenne et cela a de sérieuses implications sur les emplois et la croissance. La productivité par travailleurs est 20 % plus basse en Europe qu'aux États-Unis. Selon le ministère des Finances, si l'Europe avait adopté le modèle américain, nous aurions créé 28 millions d'emploi.

Je veux que l'Europe change et que Bruxelles rende des pouvoirs à la Grande-Bretagne. La pêche, l'aide au développement et le chapitre social sont des sujets que les conservateurs voudraient voir traiter à l'échelon national. La semaine dernière, c'est le ministre des Affaires étrangères néerlandais qui a affirmé vouloir un retour des questions sociales et culturelles ainsi que d'une partie de la politique agricole commune au niveau des États. Ces suggestions doivent être étudiées pour leur mérite avant d'être considérées comme des affronts à l'idéal européen. Si certains pays veulent s'intégrer davantage, qu'ils le fassent, mais qu'ils n'obligent pas les autres à les imiter. Le marché commun n'oblige pas à ce que nous ayons une politique sociale, industrielle ou fiscale commune.

Nous serons inflexibles, tout comme l'avait été Margaret Thatcher et cela s'avèrera payant. Nous sommes membres du Parti populaire européen c'est vrai, mais ce parti comprend en son sein des partis extrêmement eurosceptiques et cela nous permet de faire changer l'Europe de l'intérieur. La Grande-Bretagne apporte beaucoup à l'Europe et nous devons obtenir davantage. Il faut que nos relations soient fixées par un meilleur accord avec l'Union européenne. Seuls les conservateurs peuvent l'obtenir.

Il y a 60 ans, les soldats britanniques se sont battus pour la liberté. S'ils se sont sacrifiés, c'est parce qu'ils se battaient pour un État-nation. Voilà pourquoi je suis hostile à l'abandon de pouvoir au profit de Bruxelles.

Daniel Pipes



Membre de l'US Institute of Peace, Daniel Pipes (Le 3 de cœur du régime Bush) est directeur du Middle East Forum et auteur de *Militant Islam Reaches America*. Il est collaborateur de Benador Associates et a fondé Campus Watch, une organisation dont le but est de soutenir la vision néo-conservatrice du Proche-Orient dans les universités états-uniennes. Voir à ce sujet, l'investigation du Réseau Voltaire : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

« Kit de survie »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Survival tips », par Daniel Pipes, *Jerusalem Post*, 9 juin 2004.

Après le bain de sang dans la ville saoudienne de Khobar, les 29 et 30 mai 2004, qui a causé la mort de 22 personnes, les survivants à cette atrocité ont raconté que les terroristes avaient assuré qu'ils ne tueraient que les non-musulmans.

Cela soulève une question urgente : comment les non-musulmans peuvent-ils le mieux se protéger s'ils sont pris dans ce type de situation ?

Il faut noter que même avant le massacre, il était difficile pour les terroristes de distinguer les musulmans des non-musulmans et tous les survivants, que ça soit le cas ou non, ont affirmé être musulman pour s'en sortir. Cette détermination à ne pas tuer de musulman semble être une réponse aux critiques saoudiennes contre le terrorisme islamique dirigé contre les musulmans. Les Saoudiens semblent s'accommoder des morts de non-musulmans. Ce n'est pas la première fois que les islamistes prennent ce type de précaution et visent spécifiquement les infidèles puisqu'ils avaient déjà procédé ainsi en 2000 en Malaisie. Pour faire la distinction entre musulmans et non-musulmans, ils demandaient de réciter un verset du Coran.

Il peut être bon d'apprendre un verset du Coran afin de pouvoir se sauver dans une telle situation.

RENDEZ-VOUS SUR LE **FORUM** DES ABONNÉS

- ★ Pour discuter de ce sujet avec les lecteurs et la rédaction de *Voltaire*.
- ★ Pour apporter des informations complémentaires sur le thème abordé dans cet article.
- ★ Pour ouvrir une discussion sur un aspect particulier de l'actualité internationale.

Discussions sur les enjeux internationaux
www.reseauvoltaire.net/forum.html